



Devant les nouvelles provocations du ministère en audience, l'intersyndicale ne lâche pas l'affaire !

L'intersyndicale éducation 93, accompagnée de représentant.es nationales.aux a été reçue le 3 juin au ministère par le Directeur de cabinet, la Directrice des ressources humaines, la conseillère à l'égalité territoriale, la directrice de l'enseignement scolaire et la DASEN du 93.

Le niveau de responsabilité de nos interlocuteurs.trices du jour et le faste de la bibliothèque du ministère comme lieu de l'audience pouvait nous faire croire à un changement de paradigme ministériel concernant la prise en considération de nos revendications. Nous pensions à minima être considéré.es sérieusement après l'audience consternante du 12 mars.

Nous avons défendu avec détermination les droits du département le plus pauvre de la France hexagonale où l'État investit moins qu'ailleurs et ne remplit pas sa mission d'égalité des chances pour tous les élèves du 93. 846 millions c'est le rabais que s'autorise l'état en dépensant 30% de moins pour nos élèves que dans le reste du territoire.

Ce constat, factuel et documenté, le ministère y répond en nous indiquant que l'état « continue d'investir dans le 93 », et que l'accompagnement des élèves à besoins particuliers va s'améliorer largement avec le déploiement des PAS. Notre interlocutrice a cru bon ajouter que l'académie "surconsommait" des AED et pour finir que le ministère "aurait pu supprimer beaucoup plus". Nous aurions pu croire un instant à une caméra cachée : il n'en était rien. Il s'agissait simplement de la vision du 93, qualifié de "territoire complexe et éruptif", depuis la rue de Grenelle. Ces propos ont sonné comme une provocation à l'égard des personnels et parents d'élèves mobilisés depuis 2 ans.

La situation de la Seine-Saint-Denis pour la rentrée prochaine, c'est une saignée pour la réussite de nos élèves :

- 275 fermetures de classes sur 850 écoles, soit près d'une école sur trois qui est touchée.
- 67 suppressions de postes dans le 1er degré
- 25 ETP manquant dans le 2nd degré pour accompagner la hausse démographique

La lutte doit se poursuivre plus que jamais, en particulier dans le cadre de la prochaine rentrée qui s'annonce sous haute tension. Nous le savons : sans déblocage d'une rallonge financière extraordinaire significative, il est illusoire d'imaginer améliorer la situation de l'école publique dans notre département.

Nous avons ainsi obtenu une nouvelle audience à la rentrée. A l'heure où les bilans de rentrée dans les départements se font en DSDEN, le 93, fort de sa mobilisation depuis 2 ans, ira faire le sien au ministère, toujours déterminé et dans la lutte pour un plan d'urgence pour notre département. L'enjeu sera le budget 2027 !

Nous ne lâcherons pas l'affaire devant les provocations du ministère !